

Le courrier original

Une courrier administratif est efficace si l'utilisateur :



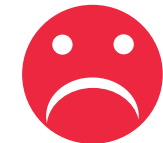
trouve facilement l'information

peut le lire rapidement

le comprend correctement

en mémorise les messages clés

Quelques points d'améliorations pour ce courrier :



1 Ce courrier n'a pas une structure visuelle qui permet à l'utilisateur, en un seul regard, d'identifier les informations importantes.

2 Le titre n'est pas parlant pour l'utilisateur. Il suit la logique de l'administration et pas celle de l'utilisateur.

3 Vocabulaire compliqué, technique, « pompeux ». Ce ne sont pas des mots du langage courant.

4 On a utilisé le mot subside, et puis subvention : risque de confusion pour l'utilisateur, qui se demande si on parle de la même chose ou si on désigne 2 choses différentes.

5 Les montants sont présentés dans un ordre logique pour l'administration, mais pas pour l'utilisateur. Il doit chercher pour trouver le montant qu'il doit recevoir.

6 La phrase est longue et structurée de façon compliquée, avec beaucoup d'incises et de références légales.



Date :
Page 1 sur 2

Département de l'Action sociale

Direction de l'Action sociale

Avenue Gouverneur Bovesse, 100
B-5100 NAMUR (JAMBES)

Tél. : +32 (0)81 32 72 95
affairesociales@spw.wallonie.be

CPAS de Cerfville
Rue Nanon, 98
B – 5011 CERFVILLAGE

Page 2 sur 2

Conformément aux dispositions de l'article 31 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, volet décretaal, la présente décision est susceptible d'un recours auprès du Gouvernement wallon. Ce recours est introduit par lettre recommandée ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi dans le mois de la notification de la décision, auprès du secrétariat de la Commission d'avis sur les recours, Direction générale opérationnelle « Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé » 100 avenue Bovesse à 5100 JAMBES (Namur).

Il contient :

1. les noms, prénoms, demeure ou siège de la partie requérante, et
2. l'objet du recours et un exposé des faits et des moyens de défense. Il est complété par une copie de la décision querellée.

Mes services restent à votre disposition en cas de question.

D'avance, je vous remercie de votre bonne attention.

La Directrice générale,

Françoise LANNOY

Vos réf. :
Nos réf. :
Annexes(s) :

Votre contact : Prénom Nom – 000 00 00 00 – prenom.nom@spw.wallonie.be

Objet : Article 60§7 et 61 – Subside 2017 – Liquidation du montant du subside et notification de l'arrêté ministériel.
Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, partie décretaal (articles 147 à 149) et partie réglementaire (articles 229 à 235)

Madame, Monsieur,

Après vérification de votre demande de subside 2017 relative à l'objet repris sous rubrique, il résulte que l'administration retient :

- 2156 jour(s) Art 60§7, à raison de maximum 10 € par jour presté ;
- 249 jour(s) Art 61, à raison de maximum 15 € par jour presté.

Votre demande de subvention 2017 s'élève donc à 25 2,95 € (vingt-cinq mille deux cent nonante-cinq euros).

Néanmoins, je porte à votre connaissance que le montant total du subside octroyé a été calculé sur base des **crédits disponibles** (soit 10.725.136,12 € pour 2017).

Le total des demandes 2017 introduites par l'ensemble des CPAS wallons s'élevant à **12.246.445,00 €**, une proratisation en fonction des crédits disponibles a donc été effectuée sur les montants demandés.

En conséquence, un montant de 22 1,18 € vous a été versé le 17 août 2017.

Vous trouverez, annexée à la présente, copie de l'arrêté ministériel du 10 juillet 2017 vous octroyant ce subside pour l'année 2017.

Service public de Wallonie **pouvoirs locaux action sociale**